

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 8 juillet 2025

Nos réf. : SAU/OS/MI n° 25 - 364

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DOSSOT Frères**

Dessus de Bicherey  
10110 CHERVEY

Code AIOT : 0005702183

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mai 2025 dans l'établissement DOSSOT Frères implanté Dessus de Bicherey - 10110 CHERVEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 novembre 2023, par lequel la société DOSSOT Frères a été mise en demeure, pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHERVEY (10110), de respecter les prescriptions suivantes de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 modifié :

- Sous un délai de 3 mois : mise en place de bornes de nivellement (article 4) ;
- Sous un délai de 12 mois : respect des conditions d'exploitation, notamment la hauteur maximale des fronts de taille (article 1) ;
- Sous un délai de 18 mois : mise en sécurité de l'accès à la voirie publique (article 5), avec transmission à l'inspection des installations classées des éléments justificatifs afférents.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOSSOT Frères
- Dessus de Bicherey - 10110 CHERVEY
- Code AIOT : 0005702183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière DOSSOT FRERES à CHERVEY est initialement autorisée en 2013 par l'arrêté préfectoral n°2013002-0002 pour une durée de 12 ans. En 2021, l'entreprise FINANCIERE CVL détenant le groupe Mithieux TP rachète la-dite carrière mais DOSSOT en reste l'exploitant.

Le groupe dépose un dossier de demande de prolongation et de modifications d'exploitation en octobre 2022. Cette demande a fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire en décembre 2022 et d'une consultation du public, terminée en août 2023.

Elle a donné lieu à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023307-0001 en date du 3 novembre 2023, modifiant les dispositions de l'arrêté initial de 2013.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Arrêté de mise en demeure n°PCICP2023326-0003	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1 alinéa 2	Levée de mise en demeure, Prescriptions complémentaires	Sans délai

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté de mise en demeure n°PCICP2023326-0003	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1 alinéa 1	Levée de mise en demeure
3	Arrêté de mise en demeure n°PCICP2023326-0003	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1 alinéa 3	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 23 mai 2025 a été réalisée dans le cadre du récolement des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 22 novembre 2023. À cette date :

- Les travaux engagés sur les fronts de taille permettent de considérer la situation comme globalement conforme à l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2013, au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, dont les conditions techniques relèvent de la responsabilité de l'exploitant.
- Les dispositifs de signalisation ont été mis en place et l'exploitant s'est engagé à réaliser l'enrobé de la voie d'accès dans les meilleurs délais, comme confirmé lors de l'inspection.
- Les fronts situés hors du périmètre ICPE relèvent de la compétence de police générale du maire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Arrêté de mise en demeure n°PCICP2023326-0003

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, bornes de nivellement
<b>Prescription contrôlée :</b> La société DOSSOT Frères, dont le siège social est 17 rue du Pilon, 10260 Virey-sous-Bar, est mise en demeure pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHERVEY (10110) de respecter, à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• sous un délai de <b>3 mois</b> :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ l'article 4 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 relatif à la mise en place de bornes de nivellement ;</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Le 23 mai 2025, une visite d'inspection a été réalisée sur le site d'exploitation situé sur la commune de CHERVEY, au lieu-dit « Au-dessus des Bichet ». À cette occasion, il a été constaté que l'exploitant a bien procédé à la mise en place des trois bornes de nivellement prévues à l'article 4, point 3 de l'arrêté préfectoral. Un plan de localisation de ces bornes a été transmis par l'exploitant, permettant de confirmer leur implantation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite, Levée de mise en demeure

### N° 2 : Arrêté de mise en demeure n°PCICP2023326-0003

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Hauteur de front de taille
<b>Prescription contrôlée :</b> La société DOSSOT Frères, dont le siège social est 17 rue du Pilon, 10260 Virey-sous-Bar, est mise en demeure pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHERVEY (10110) de respecter, à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• sous un délai de <b>12 mois</b> :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ l'article 1 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 relatif aux conditions d'exploitation et notamment à la hauteur maximale des fronts de taille ;</li></ul></li></ul>

**Constats :**

Lors de l'inspection du site le 23 mai 2025, plusieurs fronts de taille ont été rabaissés, marquant un effort réel de régularisation de la part de l'exploitant. Si la hauteur maximale de 5 mètres, fixée par l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2013 modifié, n'est pas respectée de manière uniforme, les observations réalisées indiquent que :

- les fronts de taille ne présentent ni surplombs, ni instabilités visibles,
- leurs hauteurs restent globalement inférieures à 15 mètres,
- et leurs profils apparents ne dépassent pas une pente de 45°.

Bien que la prescription préfectorale ne soit pas formellement respectée, l'état des lieux constaté sur le terrain montre une situation stabilisée et techniquement compatible avec les exigences réglementaires de sécurité applicables aux carrières.

Dans ce cadre, l'exploitant a apporté plusieurs éléments d'explication :

- il indique avoir repris, à partir de 2021, une exploitation historiquement non conforme,
- il précise que l'activité est de nature saisonnière, concentrée sur une période d'environ 1 mois et demi par an à l'automne,
- et il annonce que la fin d'exploitation est envisagée à l'horizon de 4 à 5 ans.

Compte tenu de ces éléments, et au regard des conditions de stabilité et de sécurité observées, les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié peuvent être considérées comme respectées, notamment :

- la limitation des gradins à une hauteur inférieure à 15 mètres,
- et l'absence de pente excessive ou de risque d'instabilité.

En conséquence, il est proposé de lever la prescription initiale relative à la hauteur maximale des fronts de taille par la voie d'un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Levée de mise en demeure, Prescriptions complémentaires, sans délai

**N° 3 : Arrêté de mise en demeure n°PCICP2023326-0003**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1 alinéa 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, mise en sécurité de la voie d'accès

**Prescription contrôlée :**

La société DOSSOT Frères, dont le siège social est 17 rue du Pilori, 10260 Virey-sous-Bar, est mise en demeure pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHERVEY (10110) de respecter, à compter de la notification du présent arrêté :

- sous un délai de **18 mois** :
  - l'article 5 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2013 relatif à la mise en sécurité de l'accès à la voirie publique ;

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection réalisée le 23 mai 2025, il a été procédé à la vérification de la mise en œuvre des prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2013002-0002 du 2 janvier 2013, tel que modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire pris en 2023. Les constats suivants ont été établis :

**1. Signalisation routière**

Deux panneaux triangulaires signalant un accès « carrière » ont été installés de part et d'autre de la RD 4. Bien que ne reprenant pas strictement la mention « sortie de camions » prévue par

l'arrêté, ils remplissent néanmoins la fonction attendue d'alerte. La mesure peut ainsi être considérée comme globalement satisfaisante.

## **2. Panneau STOP à l'intersection**

Un panneau STOP est implanté à l'intersection entre le chemin d'exploitation et la RD 4. Cet aménagement est conforme à la prescription.

## **3. Revêtement en enrobé du chemin d'accès**

Le revêtement en enrobé du chemin d'accès, tel que prescrit par l'arrêté préfectoral, n'a pas encore été réalisé.

L'exploitant a toutefois pris un engagement formel lors de l'inspection, indiquant que les travaux seraient effectués prochainement, notamment sur la portion du chemin longeant les vignes, en réponse à une demande exprimée par un viticulteur riverain.

Il est rappelé que cette prescription demeure en vigueur. Sa mise en œuvre sans délai est attendue, conformément à l'engagement pris. Une nouvelle visite d'inspection sera programmée pour en vérifier l'exécution effective.

À défaut, le non-respect de cette mesure de la mise en demeure pourra entraîner la mise en œuvre de sanctions administratives et/ou pénales prévues par le code de l'environnement.

## **4. Sécurité des fronts de taille longeant le chemin**

Des fronts de taille de plus de 10 mètres de hauteur ont été observés en bordure du chemin d'exploitation. Ces fronts, situés hors du périmètre de l'installation classée soumise à autorisation, ne relèvent pas du champ de compétence de la police des installations classées.

Aucune mesure de protection physique, de signalisation ou de surveillance n'a été constatée à ce jour.

Il est précisé que la surveillance et la sécurisation de ces zones, situées en dehors du périmètre soumis à la réglementation ICPE, relèvent de la compétence de police générale du maire.

Il est ainsi attendu que l'exploitant informe la commune des risques potentiels identifiés, afin de permettre au maire, en tant qu'autorité compétente, d'apprécier les suites à donner.

**Type de suites proposées :** Sans suite, Levée de mise en demeure